



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière du 16 Novembre 2017

Intervention de Daniel FRACZAK

Rapport N° 17.04.01

Rapport d'Orientations Budgétaires 2018 : Développement Economique

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Une fois de plus, l'État se désengage. Cette fois en rayant d'un trait de plume les 450M€ du fonds de soutien au développement économique alloué aux Régions. Vous déplorez, à juste raison que l'État ne respecte pas ses engagements et que le transfert des compétences s'effectue sans attribuer les moyens permettant d'en assurer la responsabilité.

La loi NOTre, vous l'avez porté et soutenu. Ses conséquences néfastes, dont le risque de désengagement de l'État lors des transferts de compétences, risque que nous avons identifié et dénoncé en son temps, vous explose maintenant directement à la figure.

La décision de ce désengagement reste somme toute logique. C'est le choix politique, porté par un président et un gouvernement nouvellement élu, que bon nombre dans cette assemblée ont contribué à propulser au pouvoir en toute connaissance de cause... alors bien sûr, il est maintenant de bon ton de se plaindre, de geindre et de protester.

L'incidence de ce désengagement pour notre Région est une perte sèche de financement de 16,5 millions d'euros !

Face à ce déficit budgétaire dû à la carence de l'État, vous posez la question du développement de l'économie régional et « en même temps » (tournure de phrase à la mode), vous maintenez le catalogue des priorités de vos actions régionales en évoquant un éventuel effort de compression des dépenses dans plusieurs domaines d'intervention mais sans les nommer !

Il est vrai que pour compenser les baisses de dotation, le recours à l'emprunt est toujours une décision plus facile et confortable à prendre dans l'instant que celle du choix des renoncements, ou des économies qui nécessitent des choix !

Au rythme des désengagements successifs de l'Etat et de l'hésitation de l'exécutif régional sur les renoncements et les économies qui s'avèreront de toute façon inéluctables, notre Région qui se veut à 360°, risque de ne plus tourner bien rond à l'issue de cette mandature.



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

2, Place Sainte Croix - 45000 ORLEANS

grpfn@grp.regioncentre.fr - fn-regioncentre.fr



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Pour développer l'économie régionale, vous souhaitez continuer à donner des marges de manœuvre à nos PME, soutenir l'innovation, l'agriculture et l'économie sociale et solidaire. Pour le soutien aux PME, à l'innovation et à l'agriculture nous ne pouvons qu'être en accord, ce qui relève de l'ESS et notamment du CAP'ASSO nous laisse par contre beaucoup plus circonspects.

Au sujet de l'agriculture, nos agriculteurs auront d'autant plus besoin de soutien qu'ils vont être bientôt confrontés aux nuisances du traité CETA. À ce sujet d'ailleurs, j'ai suivi avec attention l'intervention remarquée de M. Peltier montant au créneau contre ce traité inique, en se servant de la tribune de l'Assemblée Nationale.

A l'instar des Nicolas Sarkozy, Laurent Wauquiez et consorts, le chemin des paroles aux actes est encore bien long et nous pointons le décalage de votre propos avec les positions soutenues par votre parti au Parlement européen. Pour rappel, voici le vote des 20 euro-députés LR sur le CETA : 12 ont voté pour, 6 se sont abstenus et 2 étaient absents. Les 23 euros-députés FN eux, ont voté contre. Nos agriculteurs apprécieront certainement le double langage de ceux qui osent déclarer les défendre !

Après cet aparté M. le Président je pourrais, pour utiliser votre phraséologie vous proposer plusieurs pistes « d'effort de compression des dépenses dans plusieurs domaines d'intervention » : pour dire les choses plus simplement : des économies à réaliser. Je ne choisirais qu'un seul exemple parmi ceux possibles.

Au sujet du maintien de la priorité des investissements relatifs à l'ESS, je ne saurais trop vous suggérer une fois de plus, en ces temps où les budgets deviennent de plus en plus contraints, de revoir votre position sur les renouvellements accordés dans le cadre du CAP ASSO.... Voilà une source d'économie pouvant être réaffectée dans l'économie réelle, celle qui produit de la valeur ajoutée au sein du secteur marchand avec à la clé de vrais emplois pérennes.

L'année 2018, sera l'année des **renouvellements 4** dans le cadre de ce dispositif et nous réitérons, pour la 3ème fois dans cette assemblée notre demande : combien, sur les 2300 emplois soutenus depuis le début de ce dispositif sont toujours sous perfusion de la Région en 2017, et quelle sont les structures concernées par ces emplois maintenues artificiellement depuis maintenant une douzaine d'années ?

